



Tableau de bord de l'industrie française

1er octobre 2008

Document réalisé par
Coe-Rexecode



Tableau de bord de l'industrie française

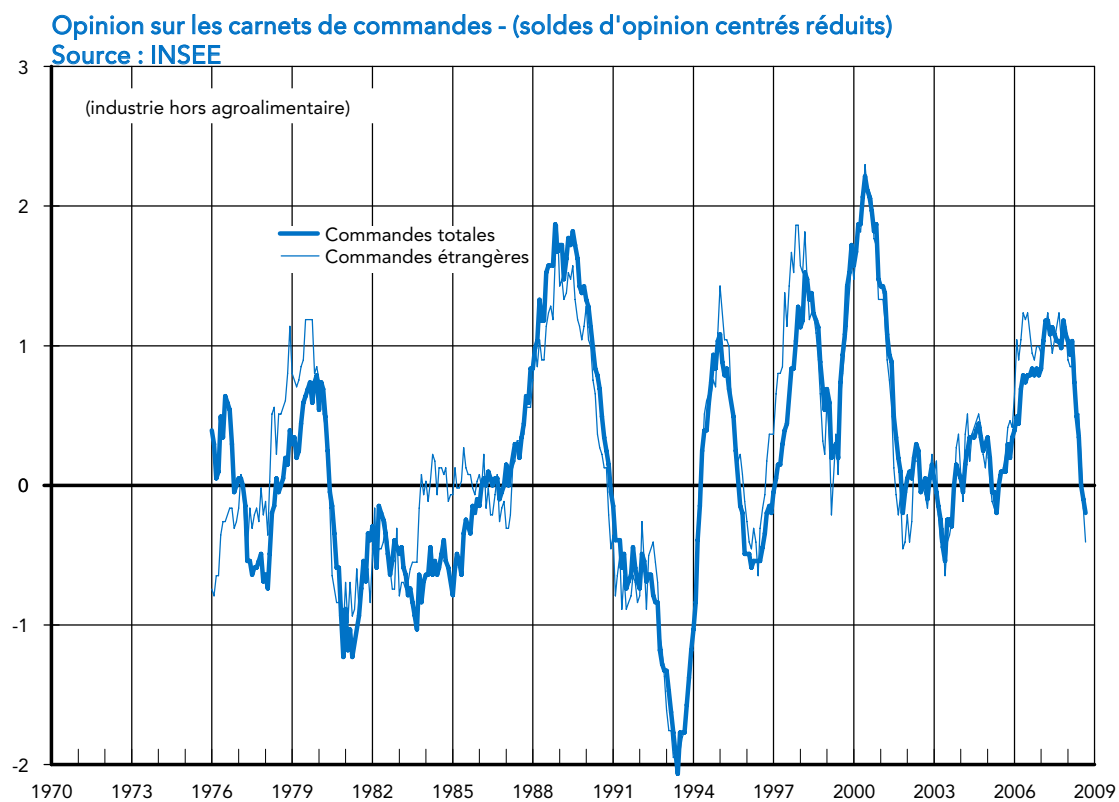
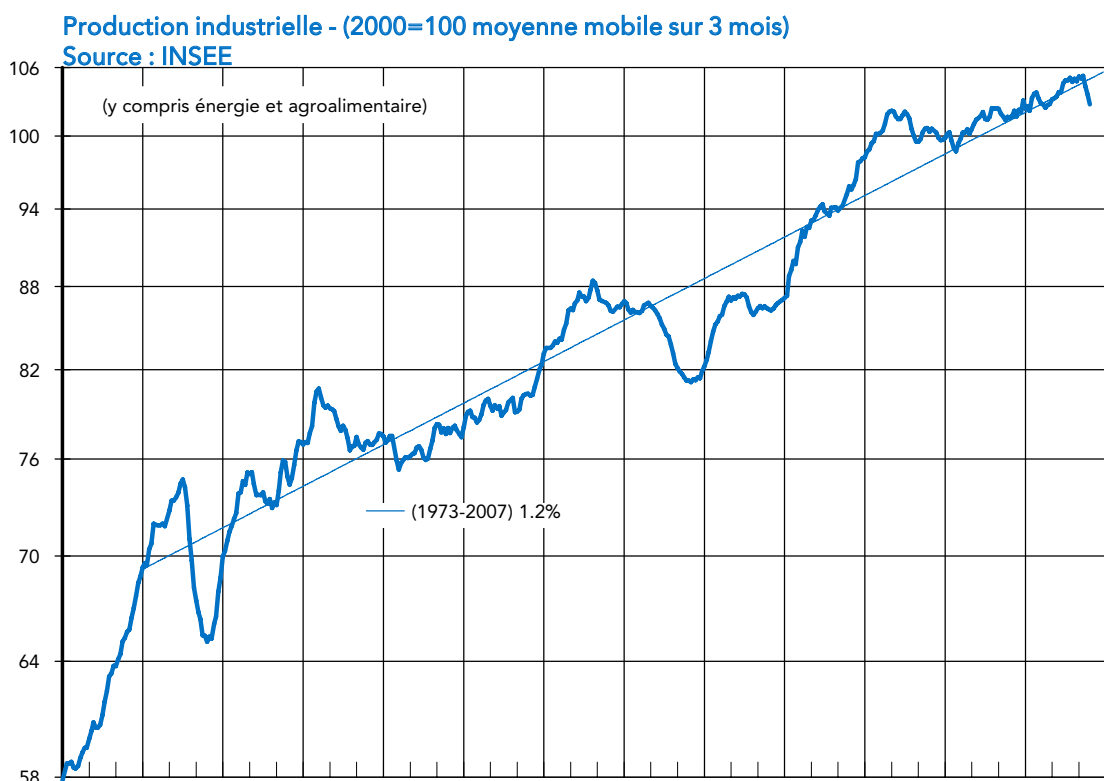
Tendances

	Pages
Production et commandes industrielles	3
Echanges extérieurs et consommation de produits industriels	5
Facteurs de production	7
Prix et trésorerie	9

Performances comparées

Tendances comparées de la production	11
Facteurs de la compétitivité - Prix	13
Parts de marché de chaque pays dans les exportations mondiales	15
Position des produits français sur les marchés extérieurs	17

Production et commandes industrielles

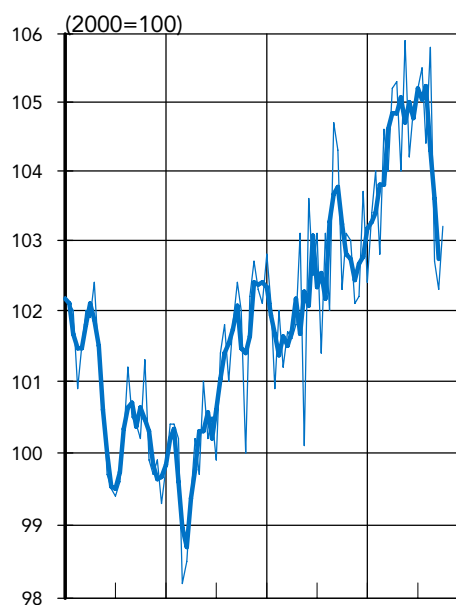


Production et commandes industrielles

Après le net repli de la production industrielle aux mois de mai et juin, l'indice s'est très légèrement redressé en juillet. Exprimé en glissement sur un an, il recule toutefois de 1,9 %. Le décrochage de la production intervenu au printemps a été brutal. Ce recul est le plus important jamais enregistré depuis 2001. Il s'est notamment traduit dans une contraction de l'activité du deuxième trimestre, durant lequel le PIB s'est replié au rythme de 1,2 % l'an. De fait, sur les sept premiers mois de l'année 2008, la progression de la production dans l'industrie n'est plus que de 0,3 % par rapport à la même période de l'année dernière. Ces chiffres témoignent d'un net freinage de l'activité, à la fois au regard du rythme constaté au deuxième semestre 2007 (+2,1 %) mais aussi par rapport à la moyenne de longue période (+1,2 % entre 1973-2007). Les divergences entre les secteurs demeurent importantes, à la hausse comme à la baisse. C'est dans la branche automobile que la contraction de l'activité a été la plus importante au cours du deuxième trimestre, la production se repliant de 10 % entre avril et juin, contre un recul de 3,8 % dans les biens intermédiaires et de -3 % dans les biens d'équipement. Dans les biens de consommation, l'activité s'est tout juste stabilisée. Même si la quasi-totalité des secteurs a connu un rebond de sa production en juillet, assez marqué s'agissant de l'automobile (+5,1 %), ce dernier n'efface pas la contraction passée. Ainsi, sur les trois derniers mois connus, la production automobile s'inscrit en baisse de 5 % sur un an, celle de l'industrie des biens de consommation, de près de 4 %.

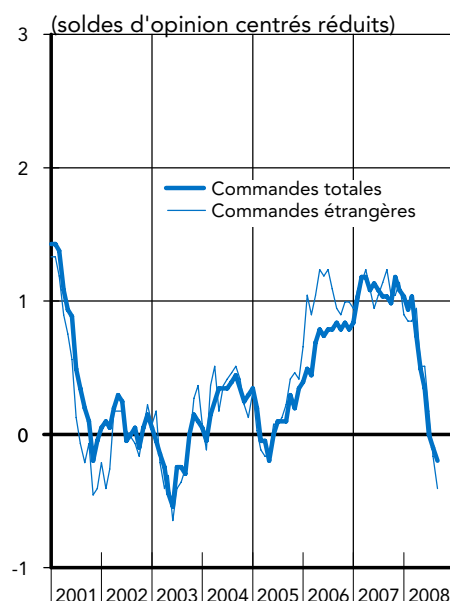
Ces évolutions sont cohérentes avec celles des enquêtes de conjoncture menées auprès des industriels. La nouvelle et franche dégradation de l'opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives d'activité, constatée en septembre, augure d'une poursuite de la détérioration de la demande d'ici la fin de l'année, en ligne avec des carnets de commande qui continuent de se dégarner. ■

Indice de la production industrielle (1)



(1) y compris énergie et agroalimentaire

Opinion sur les carnets de commandes (2)

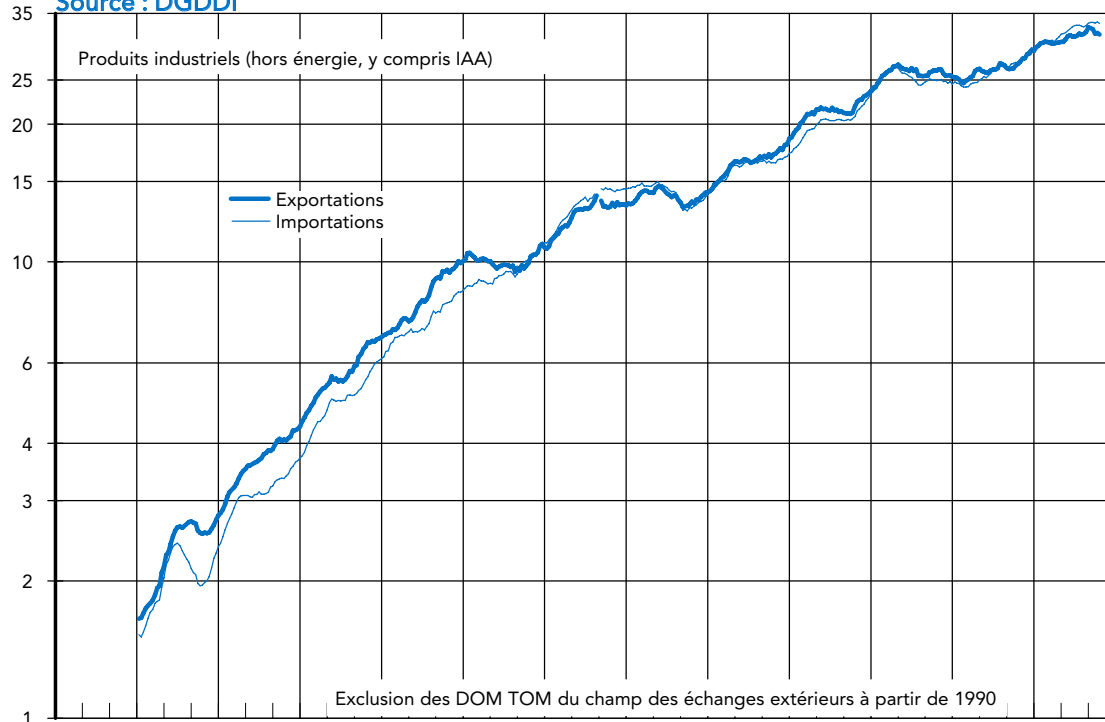


(2) industrie hors agroalimentaire

Echanges extérieurs et consommation de produits industriels

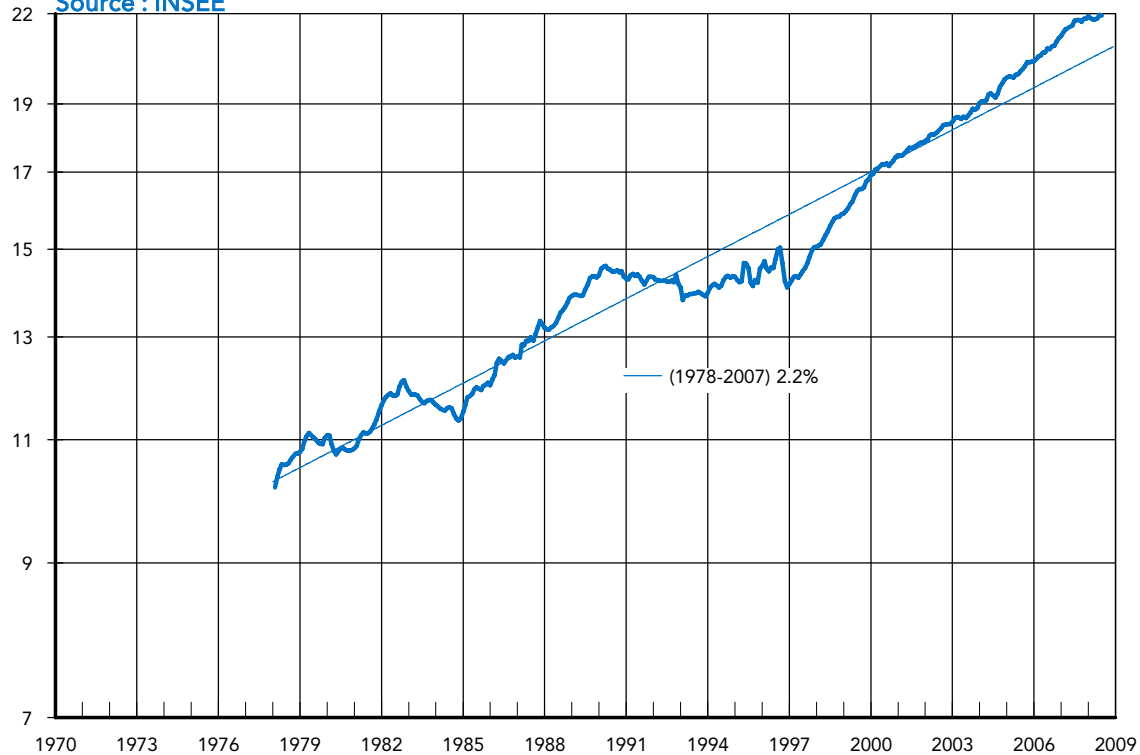
Commerce extérieur - (milliards d'euros)

Source : DGDDI



Achats de produits manufacturés par les ménages - (volume - mrd d'euros, prix chaînés)

Source : INSEE

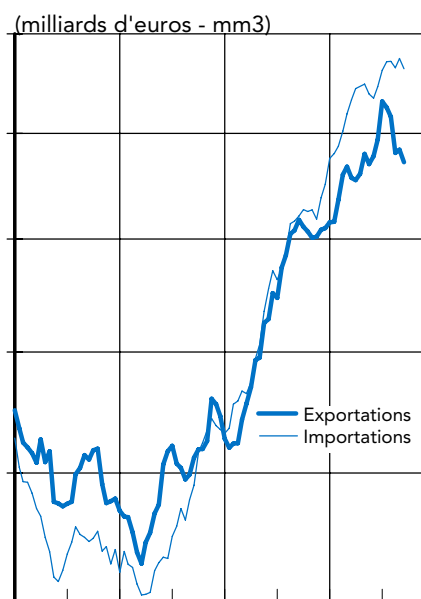


Echanges extérieurs et consommation de produits industriels

L'inflexion de l'activité industrielle constatée au deuxième trimestre trouve son origine notamment dans le tassement des exportations. En juillet, les ventes à l'étranger de produits manufacturés se sont repliées de 1,6 % en rythme annualisé. Les reculs les plus importants concernent les produits pharmaceutiques et les équipements électroniques. S'agissant des échanges avec la zone euro, les exportations totales étaient en nette baisse en juillet, notamment vers les Pays-Bas et l'Italie. En revanche, les exportations progressaient vers l'Amérique et l'Europe hors UE, deux zones où d'importantes livraisons aéronautiques, spatiales et énergétiques ont eu lieu. Reste que, sur les trois derniers mois connus, les ventes à l'étranger se sont contractées de 1,7 % par rapport aux trois mois précédents. Elles demeurent en hausse de 3,3 % sur un an. De leur côté, les importations ont également reculé en juillet mais s'inscrivent encore en progression de 1,8 % sur les trois derniers mois connus par rapport aux trois mois précédents, et de +7,8 % par rapport à il y a un an. Bien qu'ayant sensiblement ralenti, les importations de produits pétroliers demeurent à un niveau très élevé. Le gonflement de la facture énergétique, combiné au tassement des exportations s'est traduit dans un nouveau gonflement du solde déficitaire du commerce extérieur. En cumul sur douze mois, celui-ci atteint 48,790 milliards d'euros.

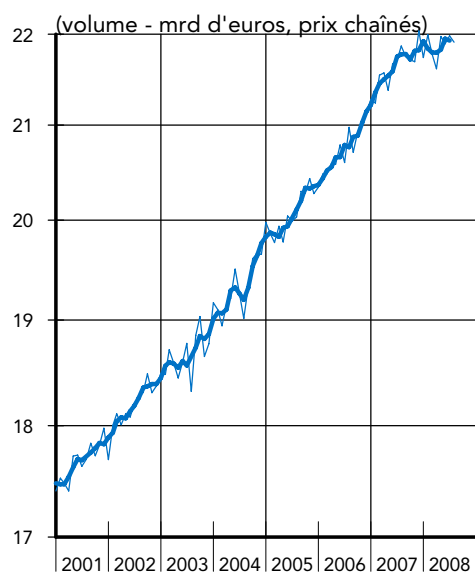
Fait nouveau, la consommation des ménages en produits manufacturés ne progresse plus. Pour la première fois depuis onze ans, les achats de ménages en produits manufacturés s'inscrivent même en léger recul sur un an (-0,1 %), une baisse un peu plus prononcée pour les produits en textile habillement (-4,3 %). Les achats de produits d'équipement du foyer ont également fortement ralenti. Exprimées en glissement sur un an, leur progression est retombée à seulement 3,4 %. Elle avait été systématiquement supérieure à 10 % de 2004 à 2007. ■

Commerce extérieur industriel (*)



(*) produits industriels (hors énergie, y compris IAA)

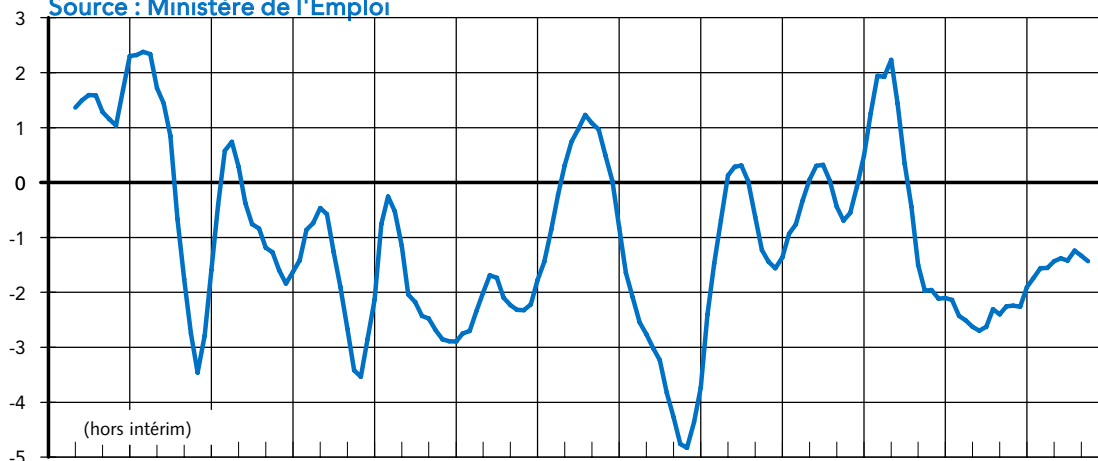
Achats de produits manufacturés par les ménages



Facteurs de production

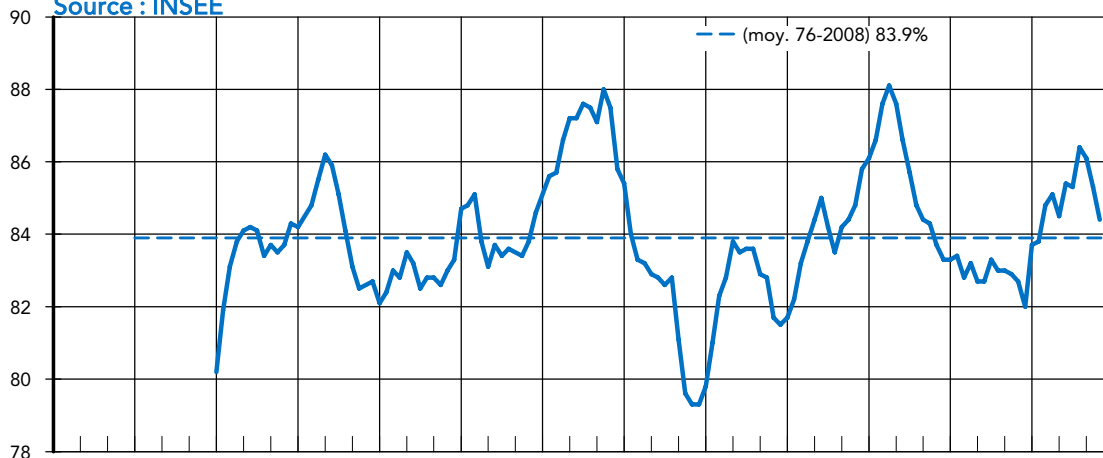
Emploi salarié dans l'industrie - (glissement annuel - %)

Source : Ministère de l'Emploi



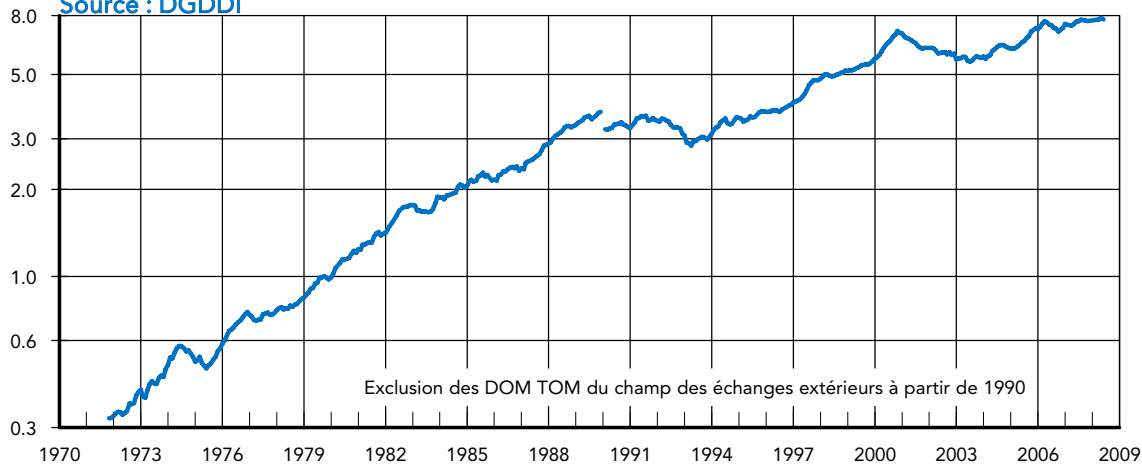
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière (%)

Source : INSEE



Importations de biens d'équipement professionnels (milliards d'euros)

Source : DGDDI

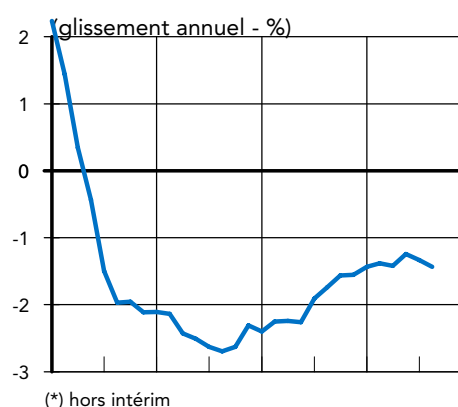


Facteurs de production

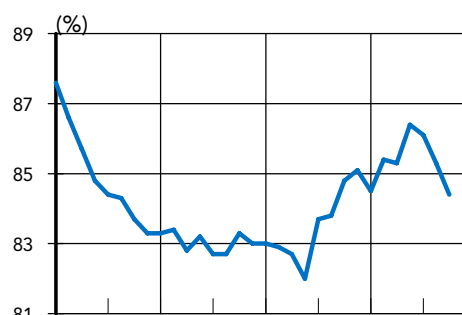
Au deuxième trimestre, le nombre de salariés du secteur de l'industrie a reculé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Le repli des effectifs salariés ressort à 1,4 % sur un an. Au total, sur les douze derniers mois, le secteur industriel aura perdu 53 000 emplois, soit autant que sur les douze mois précédents (52 000). Avec un recul des effectifs qui atteint 3,8 % sur un an en juillet, le récent décrochage de l'intérim, qui destine plus de 48 % de ses missions à l'industrie, ne préfigure pas d'un redressement de l'emploi dans le secteur. Il est vrai que la mise en place du dispositif d'exonérations de charges sur les heures supplémentaires a pu contribuer à peser sur la dynamique du travail temporaire. Reste que les industriels ne se montrent guère confiants dans leurs plans de recrutement. Selon l'enquête trimestrielle menée dans l'industrie au mois de juillet, les chefs d'entreprises anticipaient une accentuation de la baisse des effectifs dans le secteur manufacturier. Cette tendance s'accompagne toutefois de moindres difficultés de recrutement, notamment parmi les ouvriers spécialisés.

En dépit de ce tableau plutôt sombre des perspectives d'activité dans l'industrie, les chefs d'entreprise n'ont que peu revu à la baisse leurs projets d'investissement. Interrogés en juillet, ces derniers ont confirmé anticiper une hausse de 6 % en valeur de leurs dépenses d'investissement en 2008. Cependant, ces perspectives demeurent fragiles. L'amplification de la crise économique et financière en septembre devraient amener les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière à modérer à nouveau leurs programmes d'investissement. En outre, la détente du taux d'utilisation des capacités de production desserre les tensions sur l'appareil de production qui étaient apparus en fin d'année dernière. Il est ainsi probable que l'investissement industriel plafonnera en 2008 après avoir progressé de 6 % en 2007. ■

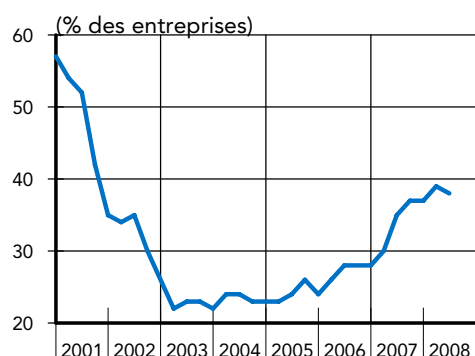
Emploi salarié dans l'industrie (*)



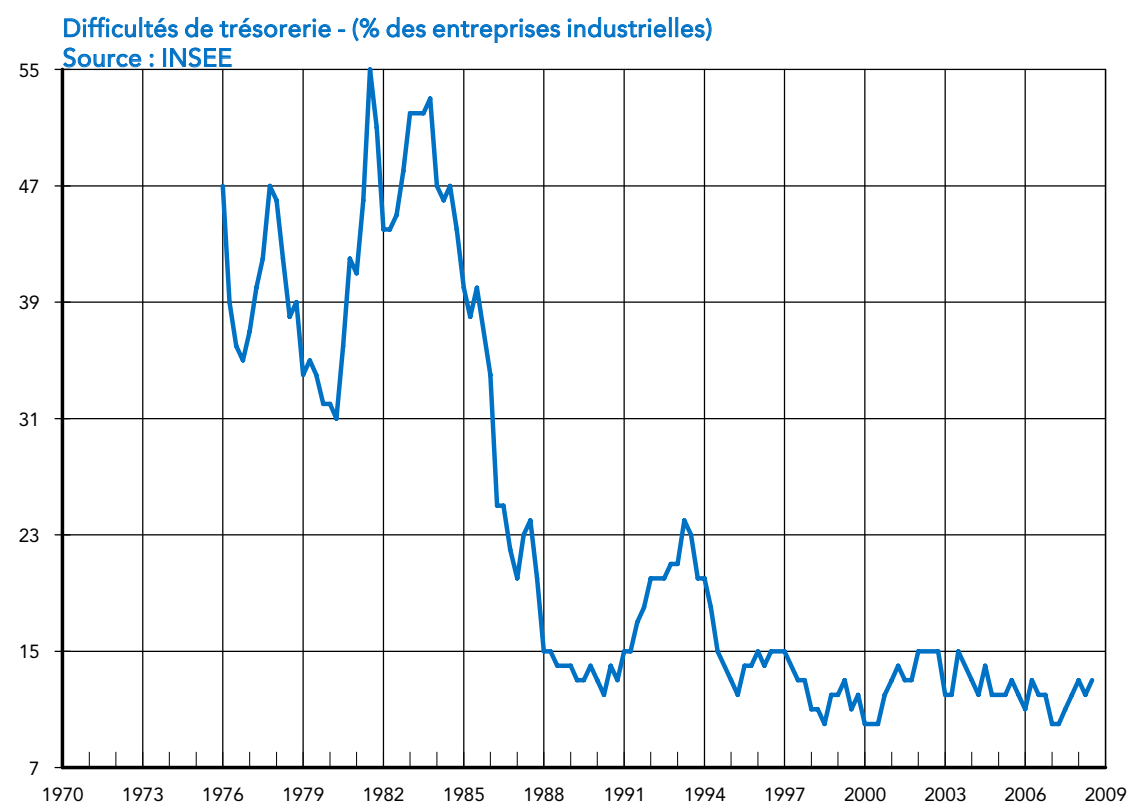
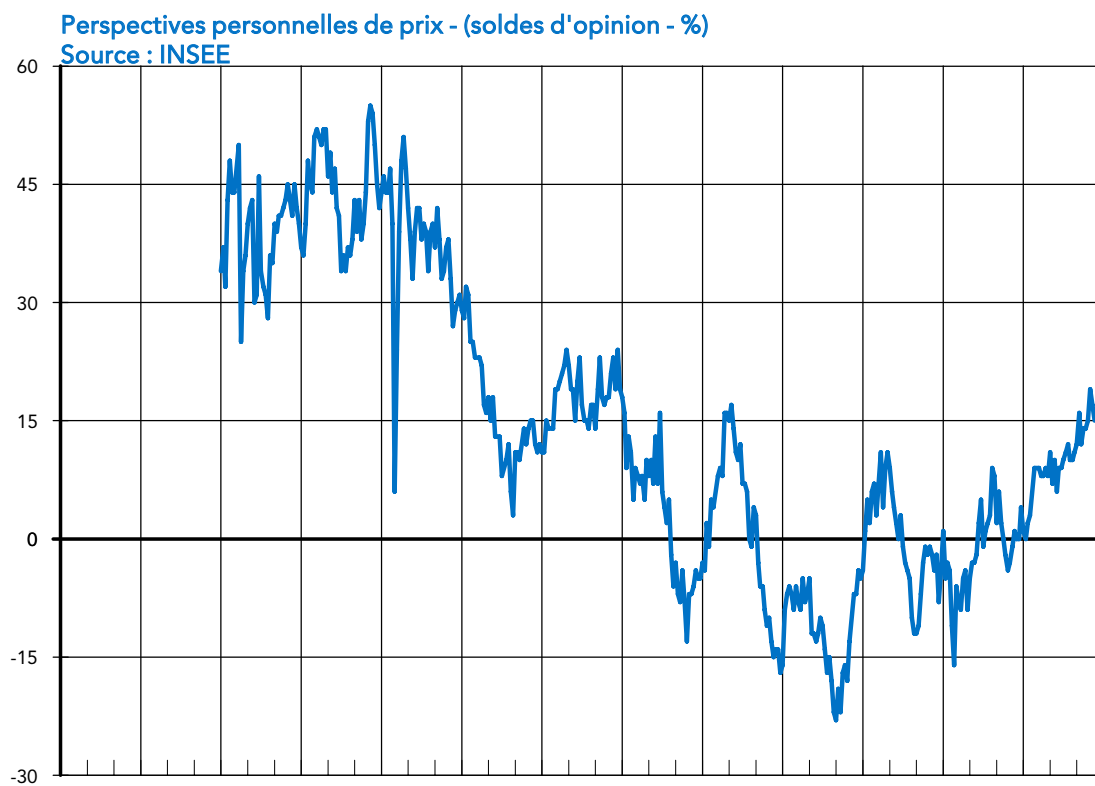
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Difficultés de recrutement dans l'industrie manufacturière



Prix - Trésorerie

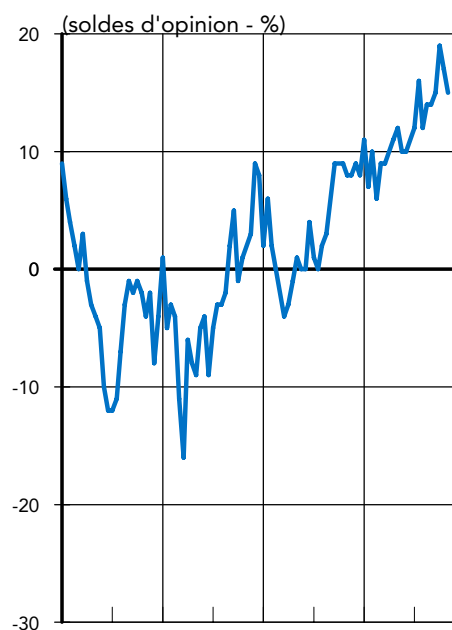


Prix et trésorerie

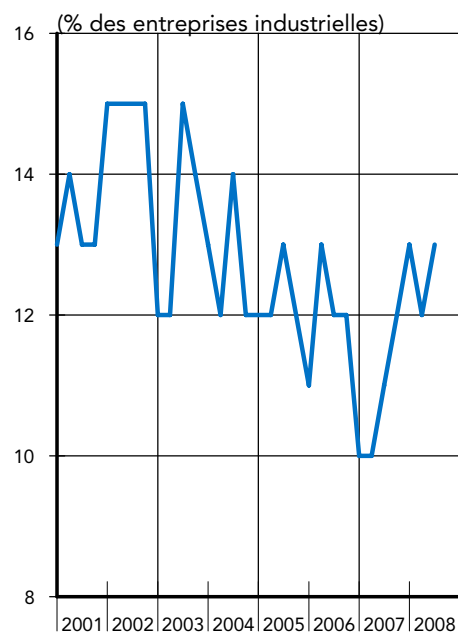
Les perspectives d'évolution des prix de vente que formulent les industriels restent orientées à la hausse, soutenues par l'envolée passée des cours des matières premières et de l'énergie. Toutefois, un retournement baissier s'est engagé cet été sur les marchés des produits de base et du pétrole. En août, le prix du baril de pétrole de Brent a fortement reflué par rapport à juillet, de -15,1 % en dollars et de -10,6 % en euros, en raison de la dépréciation de la monnaie européenne. Reste que, sur un an, la hausse en dollar atteint encore 60 %. Du côté des autres matières premières, le repli amorcé en juillet s'est accéléré en août (-6,6 % en dollars et -2,3 % en août par rapport à juillet) mais, sur un an, la progression demeure conséquente (+16 % en dollars et +5 % en euros). En dépit de la hausse sensible du mois de mai (+1,3 %, la plus forte hausse enregistrée depuis janvier 1999), les prix à la production n'ont probablement pas répercuté intégralement la flambée des coûts d'approvisionnement. En juin, la hausse des prix à la production dans l'industrie (hors secteur énergétique et agro-alimentaire) ressortait à 2,4 % sur un an.

Bien que le nombre d'entreprises industrielles déclarant rencontrer des difficultés de trésorerie reste faible, selon l'enquête de l'INSEE, le ralentissement de l'activité dans un contexte de coûts d'approvisionnement élevé devrait peser sur les marges des entreprises. En outre, même si les difficultés de trésorerie demeurent contenues, celles rencontrées pour trouver des financements se sont singulièrement renforcées. Selon l'enquête Coe-Rexecode - AFTE, les trésoriers d'entreprise éprouvent de plus en plus de mal à trouver des financements, les marges des banques s'étant par ailleurs sensiblement relevées, et ce, depuis le printemps. Cette tendance est confirmée par l'enquête de la Banque de France auprès des établissements de crédit qui fait état d'un durcissement des conditions d'accès au crédit notamment pour les grandes entreprises. ■

Perspectives personnelles de prix



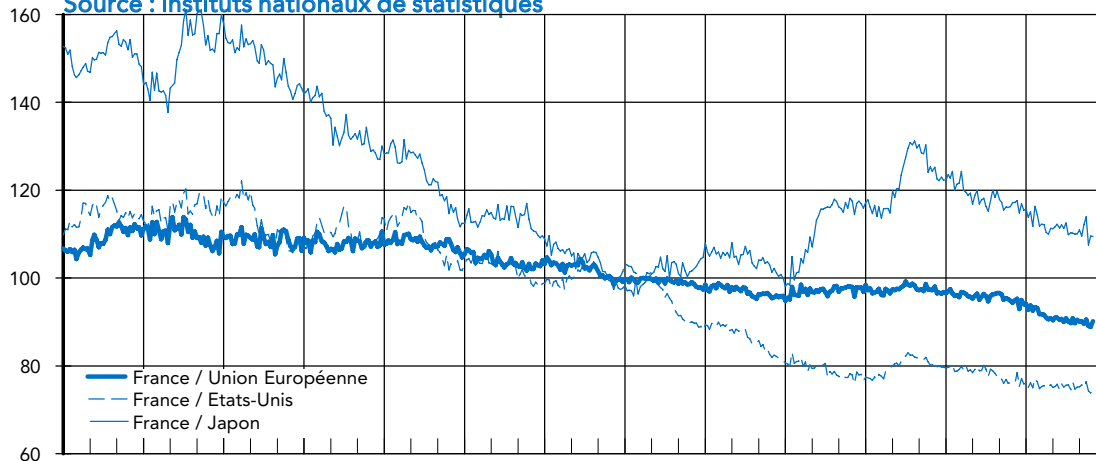
Difficultés de trésorerie



Production et commandes à l'industrie

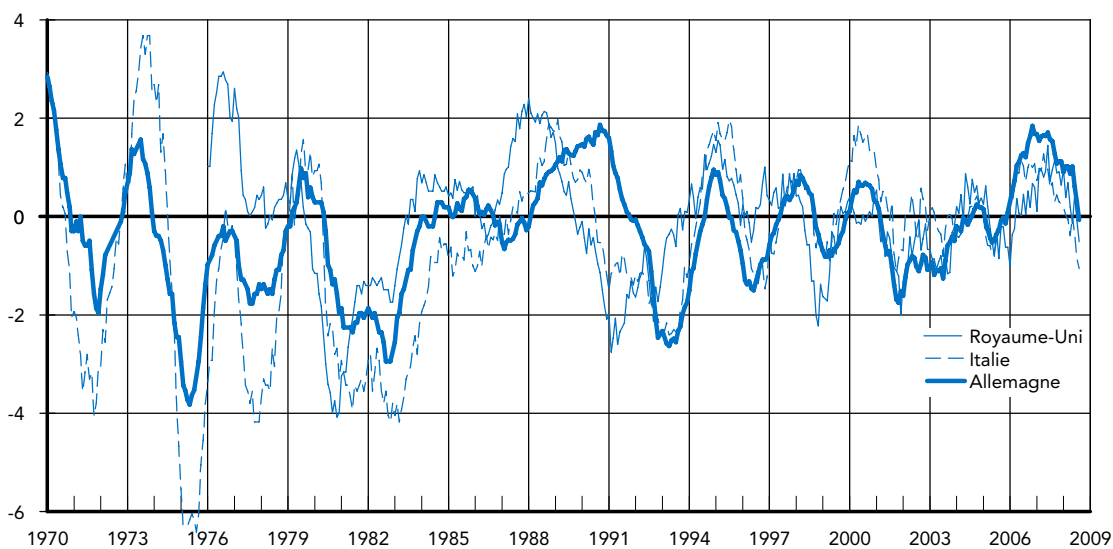
Indices comparés de production industrielle - (base 100 en 1990)

Source : instituts nationaux de statistiques



Enquête sur les carnets de commandes globaux (soldes d'opinion centrés réduits)

Source : Direction générale des affaires économiques et financières - Comm. européenne

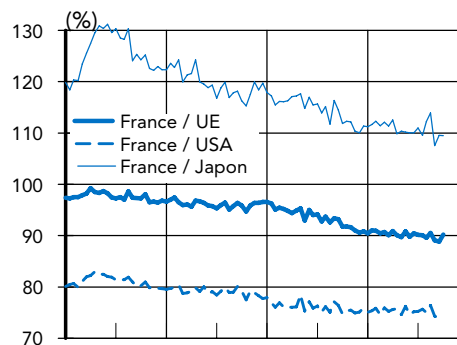


Tendances comparées de la production

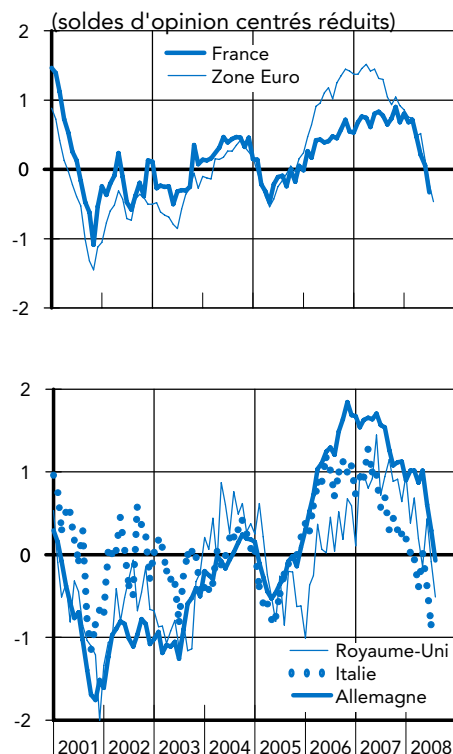
Le freinage de l'activité industrielle, courant 2008, a été d'une ampleur similaire en France et dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. En juillet, la production industrielle s'inscrivait en recul de 2,5 % en France, par rapport à son point haut du mois d'avril. Ce recul est de 2,6 % dans les pays de la zone euro. L'ampleur du recul de la production industrielle depuis le point haut d'avril est identique en Allemagne (-2,5 %), il est un peu moins fort en Italie (-1,8 %) et au Royaume-Uni (-1,1 %). Il est très marqué en Espagne (-5,8 %). Toutefois, sur longue période, la France continue d'afficher un retard par rapport à ses principaux partenaires européens en termes de dynamisme industriel. Pour une production basée à 100 en 2000, l'indice établi pour l'ensemble de l'industrie ressortait, en juillet 2008, à 103,2 en France contre 118,3 en Allemagne, 103,6 en Espagne et 95,3 en Italie. Il n'y a guère que les industries italiennes et britanniques qui, en Europe, affichaient une moindre progression de leur production que celle observée en France.

Pourtant, le décrochage des enquêtes de conjoncture dans l'industrie est intervenu un peu plus tardivement en France (avril) qu'en Allemagne ou qu'en Europe où la confiance des industriels s'est retournée dès 2007 après, il est vrai, avoir culminé plus haut. Toutefois, le solde d'opinions des industriels français sur les carnets de commandes globaux avait rejoint en juillet la moyenne européenne, les perspectives d'activité apparaissant beaucoup plus dégradées en Italie et en Espagne qu'en Allemagne. Le Royaume-Uni n'échappe pas non plus à la détérioration du climat conjoncturel dans l'industrie, son activité reculant de 0,5 % sur un an en juillet. ■

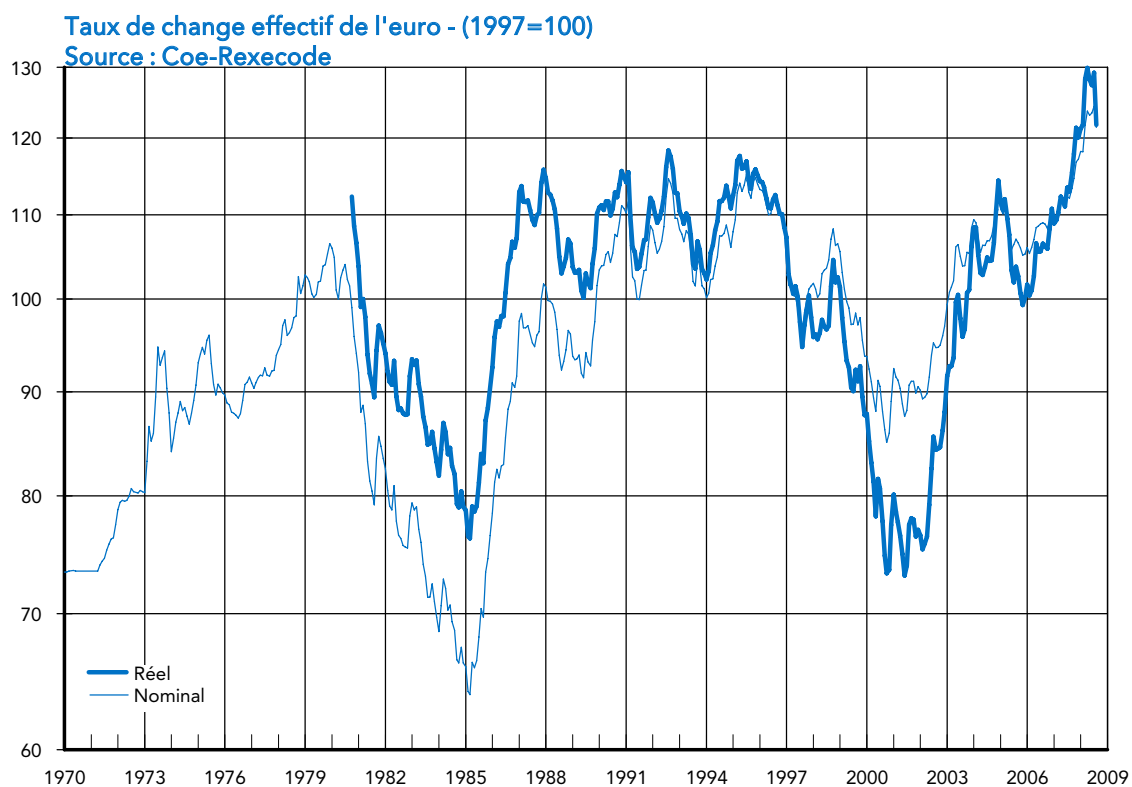
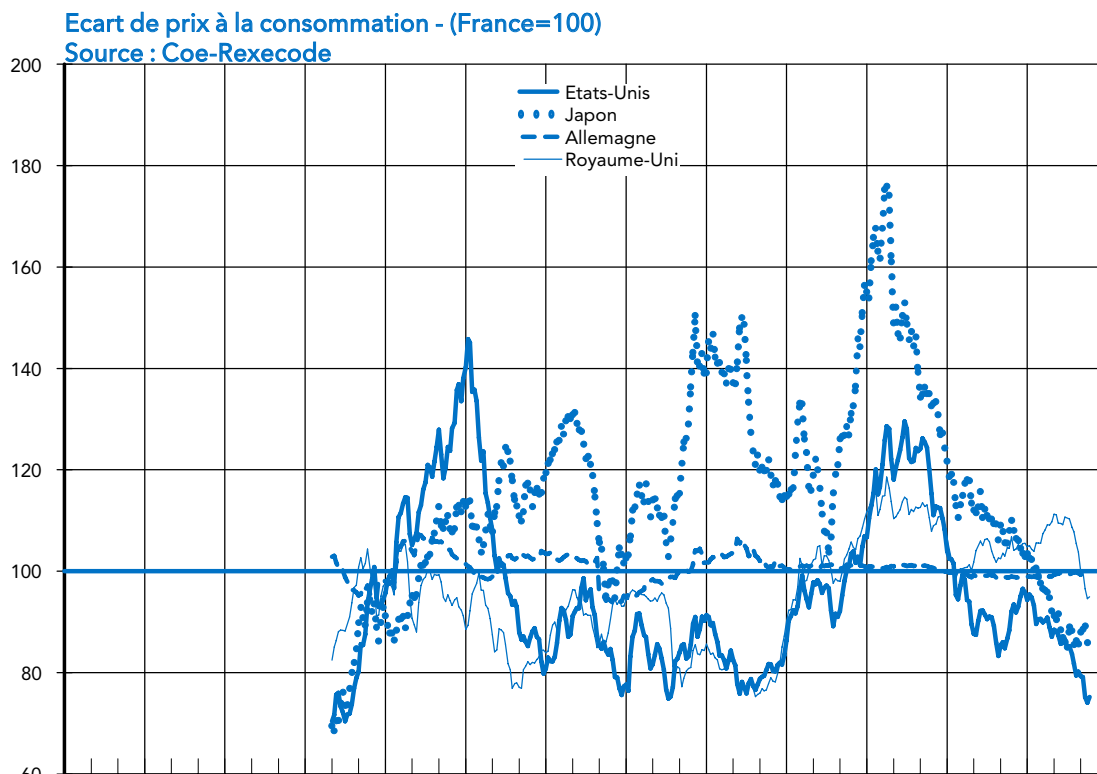
Indices comparés de production industrielle



Enquête sur les carnets de commandes globaux



Facteurs de la compétitivité - Prix

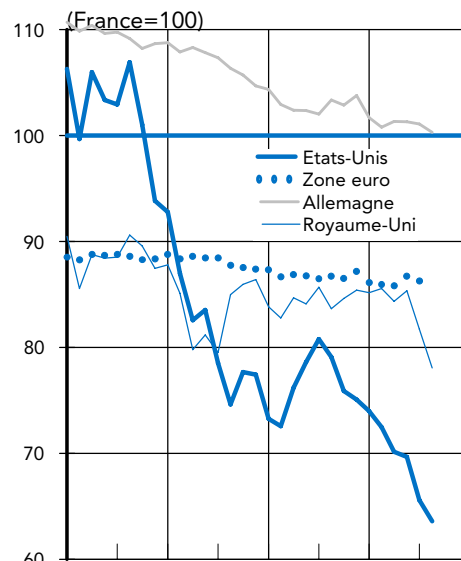


Facteurs de la compétitivité

Dans un contexte de forte appréciation de la devise européenne, entre l'automne 2007 et l'été 2008, les faiblesses de l'industrie française en termes de compétitivité sont apparues plus prégnantes encore. Entre juillet 2007 et juillet 2008, l'euro s'est renchéri de près de 16 % contre le dollar. En dépit d'une sensible détente intervenue depuis lors, le taux de change effectif de l'euro, calculé par la BCE contre les 22 principales devises, demeure encore à ses plus hauts niveaux, en terme nominal. Avec un taux de change moyen de 1,497 dollar pour un euro sur le mois d'août, la devise européenne affichait encore une appréciation de près de 8 % sur un an. Face à ce choc de change, les industriels français ont dû compresser leurs marges déjà lourdement impactées par le renchérissement des prix des matières premières et du pétrole.

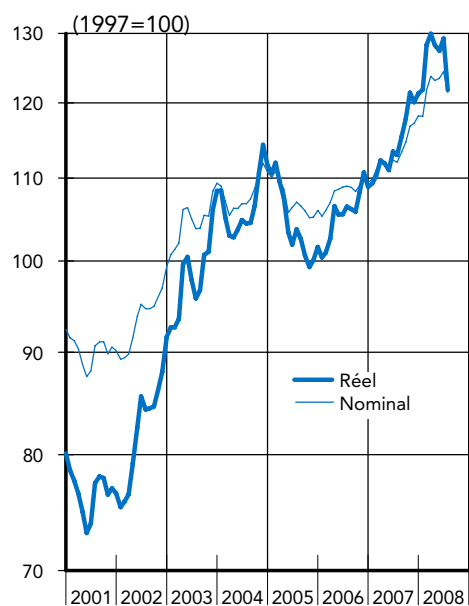
S'il est vrai que l'ensemble des exportateurs européens ont dû faire face à une surévaluation de la devise européenne et à la flambée des coûts d'approvisionnement, les industriels français ont, de surcroît, subi une hausse du coût salarial horaire plus soutenue qu'en Allemagne. En effet, à la fin du premier semestre 2008, le coût d'une heure de travail dans l'industrie manufacturière était de 33,3 euros en France contre 33 euros outre-Rhin, ce qui représente une dérive de +3 % sur un an dans le premier cas et de +0,9 % dans le second. Toutefois, à la différence de 2007, le coût horaire a crû moins vite en France au premier semestre 2008 que dans l'ensemble de la zone euro (+3 % contre 3,3 % respectivement). Il n'en reste pas moins que le coût d'une heure de travail dans l'industrie en France dépasse de 16 % celui de la zone euro. Il est désormais légèrement supérieur au coût salarial horaire dans l'industrie allemande alors qu'il lui était encore inférieur de 10 % en 2000. ■

Coût horaire de la main d'œuvre dans l'industrie manufacturière

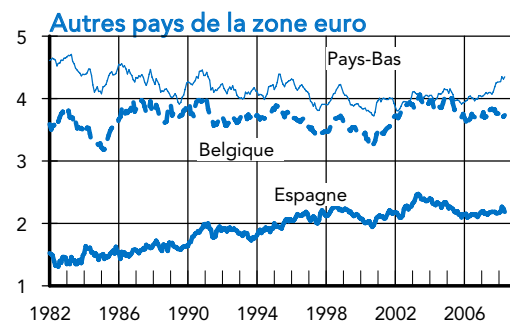
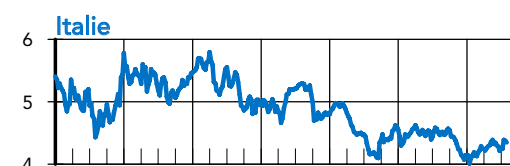
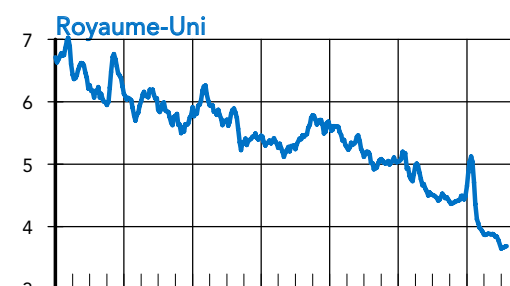
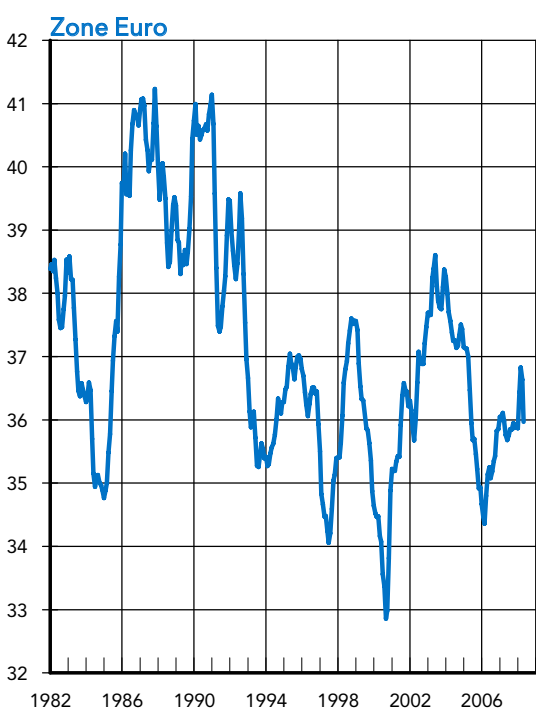
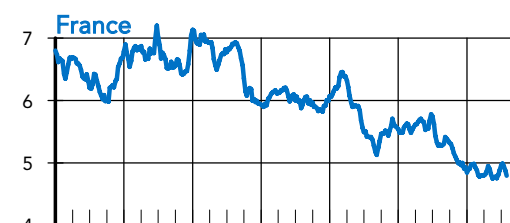
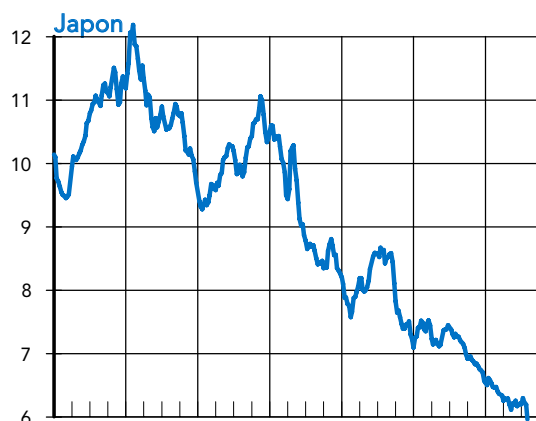
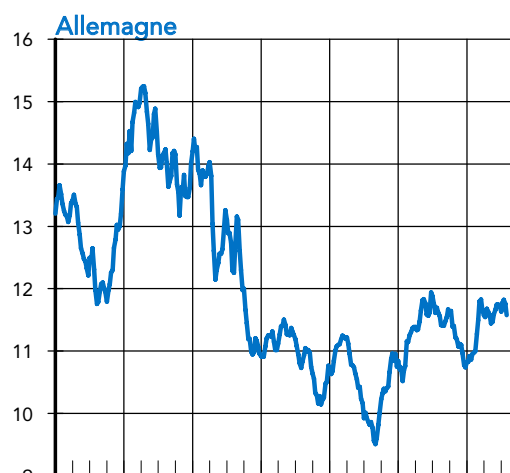
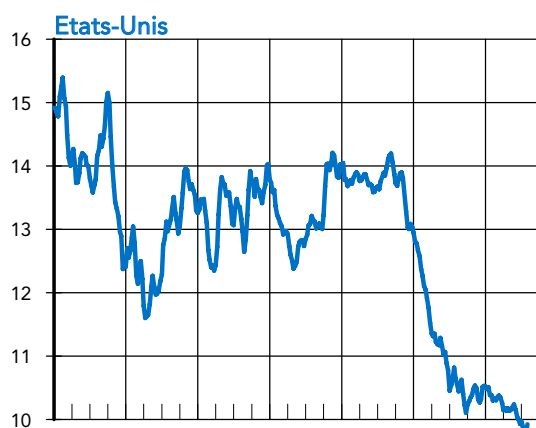


Source : Eurostat

Taux de change effectif réel de l'euro



Part de marché en valeur dans les exportations mondiales* (%)



* 41 principaux pays exportateurs

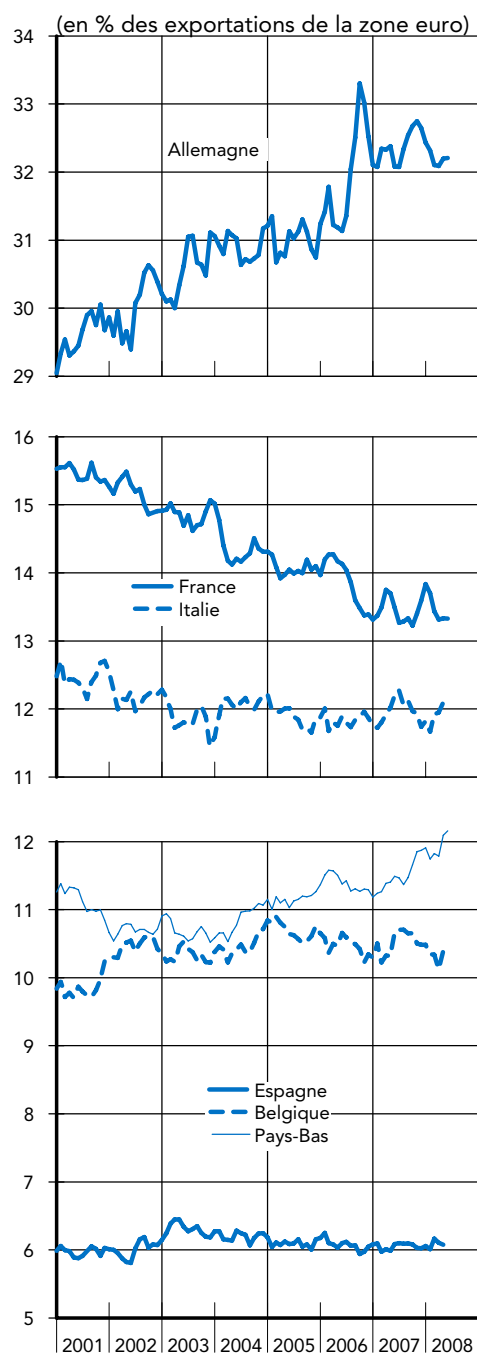
Source : douanes nationales (calcul Coe-Rexecode)

Parts de marché de chaque pays dans les exportations mondiales

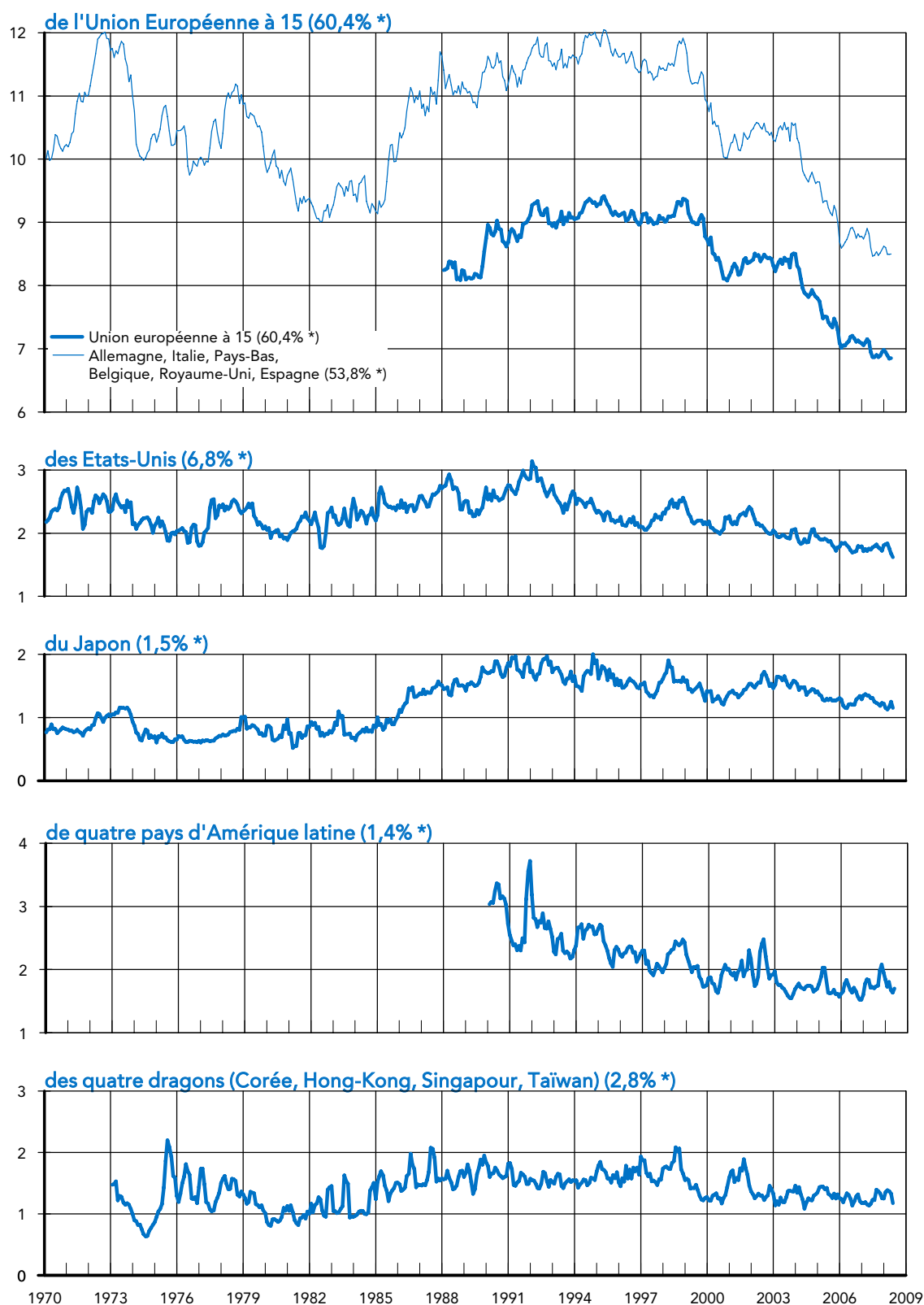
Au cours des six premiers mois de l'année 2008, la part des exportations françaises (tous secteurs confondus) dans les exportations des 41 principaux pays exportateurs mondiaux est restée stable autour de 4,8 %. Depuis 2006, cette part oscille autour de ce niveau (entre 4,8 % et 5 %) alors qu'en 2000, elle atteignait 6 %, ce qui représente environ 20 % de part de marché mondial en moins. Dans le même temps, les Etats-Unis en perdaient 27 %, le Royaume-Uni et le Japon 30 % tandis que l'Allemagne en gagnait 15 % et l'ensemble des pays de la zone euro, environ 4,5 %. Le repli graduel du poids de la France dans les exportations mondiales est essentiellement imputable à un recul qui s'est opéré vis-à-vis des concurrents européens. En effet, alors que les exportateurs français réalisaient près de 17 % des exportations de la zone euro en 2000, cette part est tombée à seulement 13,5 % des exportations de la zone à la mi-2008, soit une perte de plus de 20 % des parts de marché.

Cependant, la perte graduelle et continue des parts de marché qui s'était amorcée en 1999 a laissé place depuis début 2007 à une relative stabilisation autour de ce niveau. De même, après avoir régulièrement vu son poids dans les exportations de la zone euro progresser régulièrement, l'Allemagne voit ce dernier se stabiliser autour de 32 % depuis un an et demi. S'il n'apparaît pas certain que l'hémorragie des pertes de parts de marché soit achevée en France, la stabilisation constatée depuis 2007 semble plutôt rassurante dans un contexte où l'euro n'a cessé de s'apprécier. ■

Part des exportations de chaque pays dans les exportations de la zone euro



Part des produits français dans les importations totales...



* Poids de chaque zone dans les exportations françaises

Source : douanes nationales (calcul Coe-Rexecode)

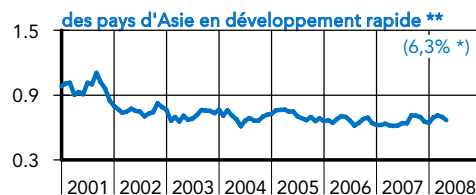
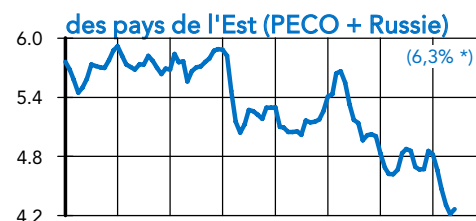
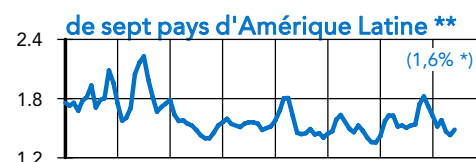
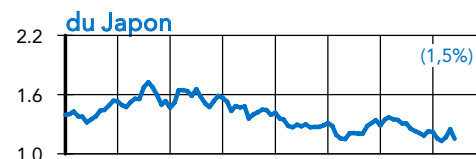
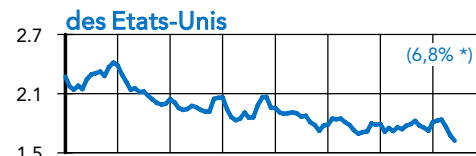
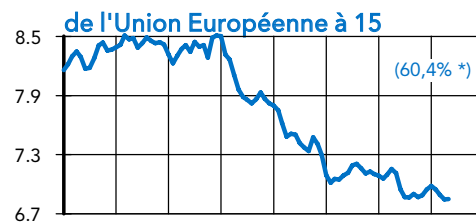
Entre parenthèses : poids de chaque zone dans les exportations françaises en 2006

Position des produits français sur les marchés extérieurs

Quelle que soit la destination concernée, les parts de marchés extérieurs détenues par les exportateurs français se sont, au mieux, stabilisées, sinon effritées au cours des derniers mois. Ainsi, les produits français représentent environ 8,5 % des importations totales de l'Union européenne à 15, une zone qui draine plus de 60 % des exportations de la France. Après avoir reculé d'environ un point en 2006, ce niveau, historiquement bas, est relativement stable depuis plus d'un an. En revanche, le décrochage des produits français apparaît plus marqué aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe de l'Est. En effet, la part des produits français dans les importations américaines s'est infléchie en 2008 (à 1,6 % en juin 2008 contre 1,8 % début 2008), un mouvement probablement lié à la fois au renchérissement de l'euro et à celui des importations américaines de produits énergétiques. Ce repli vers les Etats-Unis, qui totalisent 6,8 % des exportations de la France, se constate également, de façon un peu plus prononcée, vers les PECO et la Russie qui, de leur côté, concentrent 6,2 % des ventes à l'étranger de l'Hexagone. En juin 2008, la part des produits français dans les importations des pays de l'Est était de 4,2 % contre 4,8 % au début de l'année, soit un recul de 12,5 % en un semestre.

S'agissant des pays d'Asie émergente, la part des produits français dans les importations de cette zone s'est stabilisée autour de 1,2 % pour les quatre dragons et 0,7 % pour l'ensemble des pays émergents d'Asie. Compte tenu de la flambée des cours des matières premières et des produits énergétiques qui est intervenue depuis un an (le prix du baril de Brent a grimpé de 75 % entre juillet 2007 et juillet 2008), le maintien des parts de marché en valeur de la France, qui exporte peu de pétrole et de produits de base, apparaît honorable. ■

Part des exportations françaises dans les importations ...



* Poids de chaque zone dans les exportations françaises.

** Brésil, Colombie, Pérou, Venezuela, Chili, Argentine, Mexique.

*** Chine, Inde, Indonésie, Philippines, Corée du Sud, Hong-Kong, Taiwan, Singapour, Thaïlande, Malaisie.